

Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération du 26 octobre 2021 visant à la modification de l'accord de coopération du 14 juillet et 27 septembre 2021 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au certificat COVID numérique de l'UE et au Covid Safe Ticket, le PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger qui effectuent des activités en Belgique.

Le Gouvernement de la Communauté française,

Sur la proposition conjointe du Ministre-Président, de la Ministre de la Santé et de la Ministre des Hôpitaux universitaires,

Après délibération,

ARRÊTE :

Le Ministre-Président, la Ministre de la Santé et la Ministre des Hôpitaux universitaires sont chargés de présenter au Parlement le projet de décret dont la teneur suit :

Article unique

Assentiment est donné à l'accord de coopération entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française visant à la modification d'accord de coopération du 14 juillet et 27 septembre 2021 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au certificat COVID numérique de l'UE et au Covid Safe Ticket, le PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger qui effectuent des activités en Belgique, conclu à Bruxelles, le 26.10.2021, annexé au présent décret

Le Ministre-Président,


Pierre-Yves JEHOLET

La Ministre de la Santé,

Bénédicte LINARD

La Ministre des Hôpitaux universitaires,

Valérie GLATIGNY

Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération visant à la modification de l'accord de coopération du 14 juillet et du 27 septembre 2021 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au certificat COVID numérique de l'UE et au Covid Safe Ticket, le PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger qui effectuent des activités en Belgique, conformément à l'article 92bis, § 1er, alinéa 3, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980.

Exposé des motifs

Le 14 juillet 2021, un accord de coopération a été conclu entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données relatives au certificat COVID numérique de l'UE, au COVID Safe Ticket, au PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger et exerçant des activités en Belgique.

Par le biais de l'accord de coopération du 27 septembre 2021 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données relatives au certificat COVID numérique de l'UE, au COVID Safe Ticket, au PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger et exerçant des activités en Belgique, l'accord de coopération de 14 juillet 2021 a été modifié.

Nécessité d'une réglementation plus décisive lors de la déclaration d'une urgence épidémique

Le texte proposé de cet accord de coopération modificatif prévoit - en raison de l'évolution négative de la situation épidémiologique concernant le Covid-19 - les changements nécessaires à l'accord de coopération du 14 juillet 2021, plus particulièrement au régime concernant l'utilisation du COVID Safe Ticket en cas de déclaration et le maintien d'une situation d'urgence épidémique, conformément à l'article 3, §1 de la loi du 14 août 2021 relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique. Les modifications proposées permettent de gérer la situation d'urgence attendue de manière ferme et correcte si la situation d'urgence épidémique est déclarée, conformément à l'article 3, §1 de la loi du 14 août 2021 relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique.

À cette fin les dispositions suivantes doivent être prévues dans l'accord de coopération, dès et seulement tant que la situation d'urgence épidémique est déclarée conformément à l'article 3, §1 de la loi du 14 août 2021 relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique:

- Prévoir que la réglementation concernant

- (i) l'utilisation du COVID Safe Ticket pour réguler l'accès aux événements de masse, aux expériences et projets pilotes et aux dancings et discothèques (comme prévu aux articles 12 et 13 de l'accord de coopération du 14 juillet 2021) et
- (ii) le pouvoir des entités fédérées pour réglementer, sur la base d'une approche différenciée et par le biais d'un décret ou ordonnance (conformément à l'article 2bis, §1), l'utilisation du Covid Safe Ticket pour les établissements et facilités énumérées à l'article 1, §1, 21° de l'accord de coopération du 14 juillet 2021 (comme prévu aux articles 2bis, §1 et 13bis, §§1 et 2 de l'Accord de coopération du 14 juillet 2021) et valable jusqu'au 31 octobre 2021 ; et
- (iii) le pouvoir des bourgmestres et gouverneurs sur la base et conformément aux modalités de l'article 13bis §3 de l'Accord de coopération du 14 juillet 2021 ;

doit également s'appliquer après le 31 octobre 2021, lorsque la situation d'urgence épidémique est déclarée.

- Adapter la réglementation concernant les établissements et facilités énumérées à l'article 1, §1, 21° de l'accord de coopération du 14 juillet 2021, telle que prévue dans l'accord de coopération du 27 septembre 2021 lors de la déclaration de la situation d'urgence épidémique, afin que
 - (i) d'une part les décrets/ordonnances déjà en vigueur ne soient plus suspendus ou inapplicables, mais puissent continuer à s'appliquer, sans préjudice aux dispositions ci-dessus ; et
 - (ii) d'autre part les entités fédérées puissent toujours faire usage de la possibilité sur la base d'une approche différenciée de prévoir l'utilisation du COVID Safe Ticket pour les établissements et facilités énumérées à l'article 1, §1, 21° de l'accord de coopération du 14 juillet 2021 par le biais d'un décret ou d'une ordonnance, tant que les mesures incluses dans les décrets, ordonnances ou instruments d'exécution ne sont pas en contradiction avec des mesures plus strictes qui sont décidées par le Comité de Concertation et avalisées dans un arrêté d'exécution conformément aux dispositions de la loi du 14 août 2021 (par exemple, un lockdown ou mesure de fermeture).

Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération visant à la modification de l'accord de coopération du 14 juillet et du 27 septembre 2021 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au certificat COVID numérique de l'UE et au Covid Safe Ticket, le PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger qui effectuent des activités en Belgique, conformément à l'article 92bis, § 1er, alinéa 3, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980.

Commentaires des articles

Article unique

Cet article n'appelle aucun commentaire.

<p>[26 oktober 2021] Samenwerkingsakkoord strekkende tot wijziging van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de verwerking van gegevens met betrekking tot het digitaal EU-COVID-certificaat, het COVID Safe Ticket, het PLF en de verwerking van persoonsgegevens van in het buitenland wonende of verblijvende werknemers en zelfstandigen die activiteiten uitvoeren in België</p>	<p>[26 octobre 2021] Accord de coopération visant à la modification de l'accord de coopération du 14 juillet 2021 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au certificat COVID numérique de l'UE et au COVID Safe Ticket, le PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger qui effectuent des activités en Belgique</p>	<p>[26. Oktober 2021] Zusammenarbeitsabkommen zur Änderung des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. Juli 2021 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission über die Verarbeitung von Daten im Zusammenhang mit dem digitalen EU-COVID-Zertifikat, dem COVID Safe Ticket, dem PLF und der Verarbeitung personenbezogener Daten von Lohnempfängern und Selbständigen, die im Ausland leben oder wohnen und in Belgien Tätigkeiten ausüben</p>
<p>ALGEMENE TOELICHTING</p>	<p>EXPOSE GENERAL</p>	<p>ALLGEMEINE ERLÄUTERUNGEN</p>
<p>Op 14 juli werd een samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de verwerking van gegevens met betrekking tot het digitaal EU-COVID-certificaat, het COVID Safe Ticket, het PLF en de verwerking van persoonsgegevens van in het buitenland wonende of verblijvende werknemers en zelfstandigen die activiteiten uitvoeren in België gesloten.</p>	<p>Le 14 juillet 2021, un accord de coopération a été conclu entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données relatives au certificat COVID numérique de l'UE, au COVID Safe Ticket, au PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger et exerçant des activités en Belgique.</p>	<p>Am 14. Juli 2021 wurde ein Zusammenarbeitsabkommen zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission über die Verarbeitung von Daten im Zusammenhang mit dem digitalen EU-COVID-Zertifikat, dem COVID Safe Ticket, dem PLF und der Verarbeitung personenbezogener Daten von Lohnempfängern und Selbständigen, die im Ausland</p>

		leben oder wohnen und in Belgien Tätigkeiten ausüben, geschlossen.
Middels het samenwerkingsakkoord van 27 september 2021 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de verwerking van gegevens met betrekking tot het digitaal EU-COVID-certificaat, het COVID Safe Ticket, het PLF en de verwerking van persoonsgegevens van in het buitenland wonende of verblijvende werknemers en zelfstandigen die activiteiten uitvoeren in België, werd het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 gewijzigd.	Par le biais de l'accord de coopération du 27 septembre 2021 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données relatives au certificat COVID numérique de l'UE, au COVID Safe Ticket, au PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger et exerçant des activités en Belgique, l'accord de coopération de 14 juillet 2021 a été modifié.	Das Zusammenarbeitsabkommen vom 27. September 2021 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission über die Verarbeitung von Daten im Zusammenhang mit dem digitalen EU-COVID-Zertifikat, dem COVID Safe Ticket, dem PLF und der Verarbeitung personenbezogener Daten von Lohnempfängern und Selbständigen, die im Ausland leben oder wohnen und in Belgien Tätigkeiten ausüben, hat das Zusammenarbeitsabkommen vom 14. Juli 2021 abgeändert.
<u>Nood aan kordatere regeling bij afkondiging van de epidemische noodsituatie</u>	<u>Nécessité d'une réglementation plus décisive lors de la déclaration d'une urgence épidémique</u>	<u>Notwendigkeit einer entschiedeneren Regelung bei der Ausrufung eines epidemischen Notsituation</u>
De voorgestelde tekst van dit wijzigingssamenwerkingsakkoord zorgt - wegens de negatieve evolutie van de epidemiologische situatie betreffende Covid-19 - voor de nodige wijzigingen aan het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021, meer in het bijzonder aan het regime rond het gebruik van het COVID Safe Ticket bij afkondiging en instandhouding van de epidemische noodsituatie overeenkomstig artikel 3, §1 van de wet van 14 augustus 2021 betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie. De voorgestelde wijzigingen laten toe om op een kordate en correcte manier de verwachte noodsituatie te kunnen	Le texte proposé de cet accord de coopération modificatif prévoit - en raison de l'évolution négative de la situation épidémiologique concernant le Covid-19 - les changements nécessaires à l'accord de coopération du 14 juillet 2021, plus particulièrement au régime concernant l'utilisation du COVID Safe Ticket en cas de déclaration et le maintien d'une situation d'urgence épidémique, conformément à l'article 3, §1 de la loi du 14 août 2021 relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique. Les modifications proposées permettent de gérer la situation d'urgence attendue de manière ferme et correcte si la situation d'urgence épidémique est	Der vorgeschlagene Text dieses Zusammenarbeitsabkommen sieht - aufgrund der negativen Entwicklung der epidemiologischen Situation in Bezug auf Covid-19 - die notwendigen Änderungen des Zusammenarbeitsabkommen vom 14. Juli 2021 vor, insbesondere was die Regelung für die Verwendung des COVID Safe Tickets im Falle der Ausrufung und Aufrechterhaltung eines epidemischen Notsituation gemäß Artikel 3 §1 des Gesetzes vom 14. August 2021 über die verwaltungspolizeilichen Maßnahmen bei einem epidemischen Notstand betrifft. Die vorgeschlagenen Änderungen ermöglichen eine geordnete und korrekte Bewältigung des zu

<p>beheren indien de epidemische noodsituatie wordt afgekondigd, overeenkomstig artikel 3, §1 van de wet van 14 augustus 2021 betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie.</p> <p>Hiervoor dient het volgende te worden voorzien in het samenwerkingsakkoord, en dit van zodra en enkel voor zolang de epidemische noodsituatie wordt afgekondigd overeenkomstig artikel 3, §1 van de wet van 14 augustus 2021 betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie:</p> <ul style="list-style-type: none"> - te voorzien dat de regeling betreffende: <ul style="list-style-type: none"> (i) het gebruik van het COVID Safe Ticket om de toegang te regelen bij massa-evenementen, proef- en pilootprojecten en dancings en discotheken (zoals bepaald in de artikelen 12 en 13 van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021), en (ii) de bevoegdheid van de gefedereerde entiteiten om op grond van een gedifferentieerde aanpak en middels een decreet of ordonnantie (overeenkomstig artikel 2bis, §1) het gebruik van het Covid Safe Ticket te regelen voor de aangelegenheden en voorzieningen zoals opgelijst in artikel 1, §1, 21° van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 (zoals bepaald in de artikelen 2bis, §1 en 13bis, §§1 en 2 van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021) en geldig tot en met 31 oktober 2021, (iii) de bevoegdheid van de burgemeesters en gouverneurs op grond van en overeenkomstig de 	<p>déclarée, conformément à l'article 3, §1 de la loi du 14 août 2021 relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique.</p> <p>À cette fin les dispositions suivantes doivent être prévues dans l'accord de coopération, dès et seulement tant que la situation d'urgence épidémique est déclarée conformément à l'article 3, §1 de la loi du 14 août 2021 relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prévoir que la réglementation concernant <ul style="list-style-type: none"> (i) l'utilisation du COVID Safe Ticket pour réguler l'accès aux événements de masse, aux expériences et projets pilotes et aux dancings et discothèques (comme prévu aux articles 12 et 13 de l'accord de coopération du 14 juillet 2021) et (ii) le pouvoir des entités fédérées pour réglementer, sur la base d'une approche différenciée et par le biais d'un décret ou ordonnance (conformément à l'article 2bis, §1), l'utilisation du Covid Safe Ticket pour les établissements et facilités énumérées à l'article 1, §1, 21° de l'accord de coopération du 14 juillet 2021 (comme prévu aux articles 2bis, §1 et 13bis, §§1 et 2 de l'Accord de coopération du 14 juillet 2021) et valable jusqu'au 31 octobre 2021 ; et (iii) le pouvoir des bourgmestres et gouverneurs sur la base et conformément aux modalités de l'article 13bis §3 de l'Accord de coopération du 14 juillet 2021 ; 	<p>erwartenden Notsituation, wenn die epidemische Notsituation ausgerufen wird, gemäß Artikel 3 §1 des Gesetzes vom 14. August 2021 über verwaltungspolizeiliche Maßnahmen in einer epidemischen Notsituation.</p> <p>Zusammenarbeitsabkommen</p> <p>Folgendes aufgenommen werden, sobald und solange die epidemische Notsituation verkündet wurde gemäß Artikel 3 § 1 des Gesetzes vom 14. August 2021 über verwaltungspolizeiliche Maßnahmen in einer epidemischen Notsituation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Vorsehen, dass die Regelung über <ul style="list-style-type: none"> (i) die Verwendung des COVID Safe Tickets zur Regelung des Zugangs zu Massenveranstaltungen, Test- und Pilotprojekten sowie Tanzlokalen und Diskotheken (wie in den Artikeln 12 und 13 des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. Juli 2021 vorgesehen), und (ii) die Zuständigkeit der förderierten Teilgebiete, auf der Grundlage eines differenzierten Ansatzes und mittels eines Dekrets oder einer Ordonnanz (gemäß Artikel 2bis §1) die Nutzung des Covid Safe Tickets für die in Artikel 1, §1, 21° des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. Juli 2021 aufgeführten Angelegenheiten und Einrichtungen zu regeln (wie in Artikel 2bis §1 und 13bis §§1 und 2 des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. Juni 2021 vorgesehen); und (iii) die Zuständigkeit der Bürgermeister und Gouverneure auf der Grundlage und gemäß den
--	---	--

<p>modaliteiten van artikel 13bis, §3 van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021;</p> <p>ook na 31 oktober 2021, moet worden toegepast, wanneer de epidemische noodsituatie wordt afgekondigd.</p> <ul style="list-style-type: none"> - De regeling betreffende de aangelegenheden en voorzieningen zoals opgelijst in artikel 1, §1, 21° van het samenwerkingsakkoord bij de afkondiging van de epidemische noodsituatie, aan te passen zodat <ul style="list-style-type: none"> (i) enerzijds de ordonnanties/decreten die reeds van kracht zijn niet langer worden opgeschort of niet langer toepasbaar zijn, maar verder van toepassing kunnen blijven, zonder afbreuk te doen aan hetgeen hierboven is bepaald ; en (ii) anderzijds de gefedereerde entiteiten nog steeds gebruik kunnen maken van de mogelijkheid om op grond van een gedifferentieerde aanpak te voorzien middels een decreet of ordonnantie in het gebruik van het COVID Safe Ticket voor de aangelegenheden of voorzieningen zoals opgelijst in artikel 1, §1, 21° van het samenwerkingsakkoord, beiden voor zover de maatregelen opgenomen in de decreten, ordonnanties of uitvoerende instrumenten niet in strijd zijn met de strengere maatregelen die door het Overlegcomité zijn beslist en die bekrachtigd zijn in een besluit conform de bepalingen van de wet van 14 augustus 2021 (bijvoorbeeld een 	<p>doit également s'appliquer après le 31 octobre 2021, lorsque la situation d'urgence épidémique est déclarée.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Adapter la réglementation concernant les établissements et facilités énumérées à l'article 1, §1, 21° de l'accord de coopération du 14 juillet 2021, telle que prévue dans l'accord de coopération du 27 septembre 2021 lors de la déclaration de la situation d'urgence épidémique, afin que <ul style="list-style-type: none"> (i) d'une part les décrets/ordonnances déjà en vigueur ne soient plus suspendus ou inapplicables, mais puissent continuer à s'appliquer, sans préjudice aux dispositions ci-dessus ; et (ii) d'autre part les entités fédérées puissent toujours faire usage de la possibilité sur la base d'une approche différenciée de prévoir l'utilisation du COVID Safe Ticket pour les établissements et facilités énumérées à l'article 1, §1, 21° de l'accord de coopération du 14 juillet 2021 par le biais d'un décret ou d'une ordonnance, tant que les mesures incluses dans les décrets, ordonnances ou instruments d'exécution ne sont pas en contradiction avec des mesures plus strictes qui sont décidées par le Comité de Concertation et avalisées dans un arrêté d'exécution conformément aux dispositions de la loi du 14 août 2021 (par exemple, un lockdown ou mesure de fermeture). 	<p>Modalitäten von Artikel 13bis Absatz 3 des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. Juli 2021</p> <p>müssen auch nach dem 31. Oktober 2021 angewendet werden, wenn ein epidemischer Notsituation ausgerufen wird.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Anpassung der Vorschriften über die in Artikel 1 § 1 Nr. 21 des Zusammenarbeitsabkommen aufgeführten Angelegenheiten und Einrichtungen bei Ausrufung eines epidemischen Notsituation, so dass <ul style="list-style-type: none"> (i) einerseits die bereits in Kraft getretenen Dekrete/Ordnanzen nicht mehr ausgesetzt oder unanwendbar sind, sondern weiterhin gelten können, unbeschadet der vorstehenden Bestimmungen, und (ii) andererseits können die föderierte Teilgebiete weiterhin von der Möglichkeit Gebrauch machen, die Nutzung des COVID Safe Tickets für die in Artikel 1, §1, 21° des Zusammenarbeitsabkommens aufgeführten Angelegenheiten oder Einrichtungen mittels eines Dekrets oder einer Ordonnanz vorzusehen, und zwar sowohl insoweit, als die in den Dekreten, Verordnungen oder Durchführungsinstrumenten enthaltenen Maßnahmen nicht im Widerspruch zu strengeren Maßnahmen stehen, die vom Konzertierungsausschuss beschlossen und in einem Erlass gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 14. August 2021 bestätigt sind ((z.B.
--	--	--

lockdown sluitingsmaatregel). of		Lockdown Schließungsmaßnahme). oder
ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING	COMMENTAIRE DES ARTICLES	KOMMENTAR ZU DEN ARTIKELN
Artikel 1. Artikel 1 bevat de wijzigingen die dienen te worden gemaakt aan artikel 2bis, §3 van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021.	Article 1. L'article 1 ^{er} contient les modifications à apporter à l'article 2bis, §3 de l'accord de coopération du 14 juillet 2021.	Artikel 1. Artikel 1 enthält die Änderungen, die an Artikel 2bis, §3 des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. Juli 2021 vorzunehmen sind.

<p>Samenwerkingsakkoord strekkende tot wijziging van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de verwerking van gegevens met betrekking tot het digitaal EU-COVID-certificaat, het COVID Safe Ticket, het PLF en de verwerking van persoonsgegevens van in het buitenland wonende of verblijvende werknemers en zelfstandigen die activiteiten uitvoeren in België</p>	<p>Accord de coopération visant à la modification de l'accord de coopération du 14 juillet 2021 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au certificat COVID numérique de l'UE et au COVID Safe Ticket, le PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger qui effectuent des activités en Belgique</p>	<p>Zusammenarbeitsabkommen zur Änderung des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. Juli 2021 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission über die Verarbeitung von Daten im Zusammenhang mit dem digitalen EU-COVID-Zertifikat, dem COVID Safe Ticket, dem PLF und der Verarbeitung personenbezogener Daten von Lohnempfängern und Selbständigen, die im Ausland leben oder wohnen und in Belgien Tätigkeiten ausüben</p>
<p>Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikelen 5, §1, I, 87, §1, en 92bis;</p>	<p>Vu la Loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, articles 5, §1, I, 87, §1, et 92bis;</p>	<p>Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 5, §1, I, 87, §1, und 92bis;</p>
<p>Gelet op het samenwerkingsakkoord van 14.07.2021 en 27.09.2021 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de verwerking van gegevens met betrekking tot het digitaal EU-COVID-certificaat, het COVID Safe Ticket, het PLF, de verwerking van persoonsgegevens van in het buitenland wonende of verblijvende werknemers en</p>	<p>Vu l'accord de coopération du 14.07.2021 et 27.09.2021 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au certificat COVID numérique de l'UE et au COVID Safe Ticket, le PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger qui effectuent des activités en Belgique ;</p>	<p>Aufgrund des Zusammenarbeitsabkommens vom 14.07.2021 und 27.09.2021 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission über die Verarbeitung von Daten im Zusammenhang mit dem digitalen EU-COVID-Zertifikat, dem COVID Safe Ticket, dem PLF, der Verarbeitung personenbezogener Daten von Arbeitnehmern und Selbständigen, die im Ausland</p>

zelfstandigen die activiteiten uitvoeren in België;		wohnen oder sich dort aufhalten und in Belgien eine Tätigkeit ausüben;
TUSSEN	ENTRE	ZWISCHEN
De Federale Staat, vertegenwoordigd door de Federale Regering, in de persoon van Alexander De Croo, Eerste minister, Frank Vandenbroucke, Vice-eerste Minister en Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, Sophie Wilmès, Vice-eerste Minister en Minister van Buitenlandse Zaken, Europese Zaken en Buitenlandse Handel, en van de Federale Culturele Instellingen, Annelies Verlinden, Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing, Sammy Mahdi, Staatssecretaris voor Asiel en Migratie en Mathieu Michel, Staatssecretaris voor Digitalisering;	L'État fédéral, représenté par le gouvernement fédéral, en la personne d'Alexander De Croo, Premier ministre, et Frank Vandenbroucke, Vice-Premier ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, Sophie Wilmès, Vice-Première Ministre et Ministre des Affaires étrangères, des Affaires européennes et du Commerce extérieur, et des Institutions culturelles fédérales, Annelies Verlinden, Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique, et Sammy Mahdi, Secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, et Mathieu Michel, Secrétaire d'État à la Digitalisation;	Dem Föderalstaat, vertreten durch die föderale Regierung, in der Person von Alexander De Croo, Premierminister, Frank Vandenbroucke, Vize-Premierminister und Minister für soziale Angelegenheiten und Volksgesundheit, Sophie Wilmès, Vize-Premierministerin und Ministerin für auswärtige Angelegenheiten, europäische Angelegenheiten und Außenhandel sowie für die föderalen Kulturinstitutionen, Annelies Verlinden, Ministerin für Inneres, institutionelle Reformen und demokratische Erneuerung, Sammy Mahdi, Staatssekretär für Asyl und Migration und Mathieu Michel, Staatssekretär für Digitalisierung;
De Vlaamse Gemeenschap, vertegenwoordigd door de Vlaamse Regering, in de persoon van Jan Jambon, Minister-President van de Vlaamse Regering en Vlaams Minister van Buitenlandse Zaken, Cultuur, Digitalisering en Facilitair Management, en Wouter Beke, Vlaams Minister van Welzijn, Volksgezondheid, Gezin en Armoedebestrijding;	La Communauté flamande, représentée par le Gouvernement flamand, en la personne de Jan Jambon, Ministre-Président du Gouvernement flamand et Ministre flamand de la politique extérieure, de la Culture, la Digitalisation et les Services généraux, et Wouter Beke, Ministre flamand du Bien-Être, de la Santé publique, de la Famille et de la Lutte contre la Pauvreté ;	Der Flämischen Gemeinschaft, vertreten durch die Flämische Regierung, in der Person von Jan Jambon, Ministerpräsident der Flämischen Regierung und Flämischer Minister für Auswärtige Angelegenheiten, Kultur, Digitalisierung und Facility Management, und Wouter Beke, Flämischer Minister für Wohlfahrt, Volksgesundheit, Familie und Armutsbekämpfung;
De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door zijn regering, in de persoon van Pierre-Yves Jeholet, Minister-President en Bénédicte Linard, Vice-President en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten en Valérie Glatigny, minister voor Hoger	La Communauté française, représentée par son gouvernement, en la personne de Pierre-Yves Jeholet, Ministre-Président et Bénédicte Linard, Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes, et Valérie Glatigny,	Der Französischen Gemeinschaft, vertreten durch ihre Regierung, in Person von Pierre-Yves Jeholet, Premierminister, und Bénédicte Linard, Vizepräsidentin und Ministerin für Kinder, Gesundheit, Kultur, Medien und Frauenrechte, sowie Valérie Glatigny, Ministerin für

Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire Ziekenhuizen, Jeugdzorg, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel;	Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la promotion sociale, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles ;	Hochschulwesen, Bildung zur sozialen Förderung, wissenschaftliche Forschung, Universitätskliniken, Jugend, Sport und Förderung von Brüssel;
Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn regering, in de persoon van Elio Di Rupo, Minister-President van de Waalse Regering en Christie Morreale, Vice-Minister-President van de Waalse Regering en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten;	La Région wallonne, représentée par son gouvernement, en la personne d'Elio Di Rupo, Ministre-Président du Gouvernement wallon et Christie Morreale, Vice-Présidente du Gouvernement wallon, Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes ;	Der Wallonischen Region, vertreten durch ihre Regierung, in der Person von Elio Di Rupo, Ministerpräsident der Wallonischen Regierung, und Christie Morreale, Vizeministerpräsidentin der Wallonischen Regierung und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen, Chancengleichheit und Frauenrechte;
De Duitstalige Gemeenschap, vertegenwoordigd door zijn regering in de persoon van Oliver Paasch, Minister-President en Minister van Lokale Besturen en Financiën en Antonios Antoniadis, Vice-Minister-President en Minister van Gezondheid en Sociale Aangelegenheden, Ruimtelijke Ordening en Huisvesting;	La Communauté germanophone, représentée par son gouvernement en la personne d'Oliver Paasch, Ministre-Président et Ministre des Pouvoirs locaux et des Finances et Antonios Antoniadis, Vice-Ministre-Président, Ministre de la Santé et des Affaires sociales, de l'Aménagement du territoire et du Logement ;	Der Deutschsprachigen Gemeinschaft, vertreten durch ihre Regierung in der Person von Oliver Paasch, Ministerpräsident und Minister für lokale Behörden und Finanzen, und von Antonios Antoniadis, Vize-Ministerpräsident und Minister für Gesundheit und Soziales, Raumordnung und Wohnungswesen;
De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door het Verenigd College in de persoon van Rudi Vervoort, Voorzitter van het Verenigd College en Alain Maron en Elke Van Den Brandt, leden belast met Gezondheid en Welzijn;	La Commission communautaire commune, représentée par le Collège réuni en la personne de Rudi Vervoort, Président du Collège réuni et Alain Maron et Elke Van Den Brandt, membres chargés de la Santé et de l'Action sociale ;	Der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, vertreten durch das Vereinigte Kollegium in der Person von Rudi Vervoort, Präsident des Vereinigten Kollegiums, und Alain Maron und Elke Van Den Brandt, die für Gesundheit und Wohlfahrt zuständigen Mitglieder;
De Franse Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door zijn College in de persoon van Barbara Trachte, Minister-President belast	La Commission communautaire française, représentée par son Collège en la personne de Barbara Trachte, Ministre-Présidente chargée de la Promotion de la	Der Französischen Gemeinschaftskommission, vertreten durch ihr Kollegium in Person von Barbara Trachte, Ministerpräsidentin für

met de promotie van de gezondheid en Alain Maron Minister belast met Maatschappelijk welzijn en Gezondheid;	Santé et Alain Maron Ministre chargé de la Santé et de l'Action sociale;	Gesundheitsförderung, und Alain Maron, Minister für Soziales und Gesundheit;
WORDT HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN:	EST CONVENU CE QUI SUIT :	WIRD FOLGENDES VEREINBART:
Artikel 1. De paragraaf §3 van artikel 2bis van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021, zoals gewijzigd door het samenwerkingsakkoord van 27 september 2021, wordt als volgt gewijzigd:	Article 1. Le paragraphe §3 de l'article 2bis de l'accord de coopération du 14 juillet 2021, tel que modifié par l'accord de coopération du 27 septembre 2021, est modifié comme suit :	Artikel 1. Absatz §3 von Artikel 2bis des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. Juli 2021, geändert durch das Zusammenarbeitsabkommens vom 27. September 2021, wird wie folgt geändert:
§3. Van zodra en enkel voor zolang een epidemische noodsituatie wordt afgekondigd overeenkomstig artikel 3, §1 van de wet van 14 augustus 2021 betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie, (i) worden de artikelen 2bis, §2, en 13ter, §3 van dit samenwerkingsakkoord buiten werking gesteld, en (ii) kunnen de gefedereerde entiteiten niet langer het gebruik van het COVID Safe Ticket voor de toegang tot massa-evenementen, proef- en pilootprojecten en discotheken en dancings voorzien nu dit door het samenwerkingsakkoord wordt geregeld.	§3. Dès que et seulement tant qu'une situation d'urgence épidémique est déclarée conformément à l'article 3, §1 de la loi du 14 août 2021 relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique, (i) les articles 2bis, §2, et 13ter, §3 de cet accord de coopération sont suspendus, et (ii) les entités fédérées ne peuvent plus prévoir l'utilisation du COVID Safe Ticket pour l'accès aux événements de masse, aux expériences et projets pilotes et aux discothèques et dancings maintenant que cela est réglementé par l'accord de coopération.	§3. Sobald und solange der epidemische Notstand gemäß Artikel 3 § 1 des Gesetzes vom 14. August 2021 über verwaltungspolizeiliche Maßnahmen in einer epidemischen Notsituation ausgerufen wird, (i) werden die Artikel 2bis, §2, und 13ter, §3 dieses Zusammenarbeitsabkommens vorübergehend ausgesetzt, und (ii) die föderierte Teilgebiete dürfen die Verwendung des COVID Safe Ticket für den Zutritt zu Massenveranstaltungen sowie zu Test- und Pilotprojekten, Diskotheken und Tanzlokalen nicht mehr vorhersehen, da es durch das Zusammenarbeitsabkommen geregelt ist.
De decreten, ordonnances en uitvoerende instrumenten, die op basis van deze artikelen 2bis, §§	Les décrets, ordonnances et instruments d'exécution mis en œuvre sur base de ces articles 2bis, §§1 et 2,	Die auf der Grundlage dieser Artikel 2bis, §§ 1 und 2, 13bis und 13ter von den föderierten

<p>1 en 2, 13bis en 13ter zijn uitgevaardigd door de gefedereerde entiteiten, hebben, desgevallend, voor wat betreft het gebruik van het COVID Safe Ticket voor de toegang tot massa-evenementen, proef- en pilootprojecten en discotheken en dancings, voor zover van toepassing, niet langer uitwerking van zodra en tot zolang de epidemische noodsituatie wordt afgekondigd overeenkomstig artikel 3, §1 van de wet van 14 augustus 2021 betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie.</p>	<p>13bis et 13ter par les entités fédérées, le cas échéant, ne s'appliquent plus, en ce qui concerne l'utilisation du COVID Safe Ticket pour l'accès aux événements de masse, aux expériences et projets pilotes et aux discothèques et dancings dès que et tant que la situation d'urgence épidémique est déclarée conformément à l'article 3, §1 de la loi du 14 août 2021 relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique.</p>	<p>Teilgebieten gegebenenfalls verabschiedeten Dekrete, Ordonnanzen und Durchführungsbestimmungen finden in Bezug auf die Verwendung des COVID Safe Tickets für den Zugang zu Massenveranstaltungen, Test- und Pilotprojekten, Diskotheken und Tanzlokale keine Anwendung mehr sobald und solange die epidemische Notsituation gemäß Artikel 3, §1 des Gesetzes vom 14. August 2021 über verwaltungspolizeiliche Maßnahmen in einer epidemischen Notsituation ausgerufen wird.</p>
<p>De regels met betrekking tot het gebruik van het COVID Safe Ticket in de aangelegenheden of voorzieningen zoals opgelijst in artikel 1, §1, 21° van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 en zoals bepaald in een decreet of ordonnantie, dat op basis van de artikelen 2bis, §§ 1 en 2, 13bis en 13ter is uitgevaardigd door de gefedereerde entiteiten, kunnen niet in strijd zijn met de maatregelen die overeenkomstig de wet van 14 augustus 2021 betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie werden genomen.</p>	<p>Les règles d'utilisation du COVID Safe Ticket dans les établissements et facilités énumérés à l'article 1, §1, 21° de l'accord de coopération du 14 juillet 2021 et telles que prévues par un décret ou une ordonnance pris par les entités fédérées sur base de ces articles 2bis, §§ 1 et 2, 13bis et 13ter ne peuvent entrer en conflit avec les mesures prises conformément à la loi du 14 août 2021 relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique.</p>	<p>Die Regeln für die Verwendung des COVID Safe Tickets in den in Artikel 1, §1, 21° dieses Zusammenarbeitsabkommens von 14. Juli 2021 aufgeführten Angelegenheiten und Einrichtungen und wie sie in einem Dekret oder einer Ordonnanz vorgesehen sind, die von den föderierten Teilgebieten auf der Grundlage von Artikel 2bis, §§ 1 und 2, 13bis und 13ter erlassen werden, dürfen nicht im Widerspruch zu den Maßnahmen stehen, die gemäß dem Gesetz vom 14. August 2021 über verwaltungspolizeiliche Maßnahmen in einer epidemischen Notsituation.</p>

<p>Van zodra en voor zolang de epidemische noodsituatie wordt afgekondigd, zal het gebruik van het COVID Safe Ticket voor de toegang tot massa-evenementen, proef- en pilootprojecten en discotheken en dancings worden geregeld overeenkomstig de bepalingen van dit samenwerkingsakkoord, en overeenkomstig de regeling die geldig is of was tot en met 31 oktober 2021, met dien verstande dat:</p> <p>(i) de concrete uitvoeringsmodaliteiten voor zover als nodig rond dit gebruik middels een besluit overeenkomstig artikel 4, §1 van de wet van 14 augustus 2021 betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie of desgevallend in een uitvoerend samenwerkingsakkoord zoals bedoeld bij artikel 92bis, §1, derde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen te regelen;</p> <p>(ii) in afwijking van hetgeen bepaald in het eerste lid van dit artikel, de bevoegdheid van de gefedereerde entiteiten overeenkomstig artikel 13bis, §2, 2° en 3°, om maatregelen te nemen of te behouden met betrekking</p>	<p>Dès que et tant qu'une situation d'urgence épidémique est déclarée, l'utilisation du COVID Safe Ticket pour l'accès aux événements de masse, aux expériences et projets pilotes et aux discothèques et dancings sera réglementée conformément aux dispositions du présent accord de coopération et à la réglementation qui est ou était valable jusqu'au 31 octobre 2021, étant entendu que</p> <p>(i) les modalités concrètes d'exécution doivent être déterminées pour autant que ce soit nécessaire par un arrêté d'exécution conformément à l'article 4, §1er de la loi du 14 août 2021 relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique ou, le cas échéant, dans un accord de coopération d'exécution tel que visé à l'article 92bis, §1, troisième alinéa, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles ;</p> <p>(ii) par dérogation aux dispositions du premier alinéa du présent article, le pouvoir des entités fédérées, conformément à l'article 13bis, §2, 2° et 3°, de prendre ou de maintenir, en ce qui concerne l'utilisation du COVID Safe</p>	<p>Sobald und solange der epidemische Notsituation ausgerufen wird, wird die Verwendung des COVID Safe Tickets für den Zugang zu Massenveranstaltungen, Test- und Pilotprojekten und Diskotheken und Tanzlokalen im Einklang mit den Bestimmungen dieses Zusammenarbeitsabkommens und im Einklang mit den Rechtsvorschriften, die bis zum 31. Oktober 2021 gültig sind oder waren, vorausgesetzt, dass:</p> <p>(i) Die konkreten Umsetzungsmodalitäten soweit erforderlich um diesen Einsatz mittels eines Erlasses gemäß Artikel 4, §1 des Gesetzes vom 14. August 2021 über verwaltungspolizeiliche Maßnahmen in einer epidemischen Notsituation zu regeln, oder gegebenenfalls in einem ausführenden Zusammenarbeitsabkommen im Sinne von Artikel 92bis, §1, dritter Absatz, des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur die Reform der Institutionen;</p> <p>(ii) abweichend von den Bestimmungen des ersten Absatzes dieses Artikels bleibt die Befugnis der föderierten Teilgebiete gemäß Artikel 13bis, §2, 2° und 3°, Maßnahmen in Bezug auf die Verwendung des COVID</p>
--	--	---

<p>tot het gebruik van het COVID Safe Ticket voor de toegang tot massa-evenementen en proef- en pilootprojecten en discotheken en dancings, die strenger zijn ten opzichte van de maatregelen genomen op grond van artikel 4, §1 van de wet van 14 augustus 2021 betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie ongewijzigd blijft wanneer en voor zolang de epidemische noodsituatie wordt afgekondigd ; en</p> <p>(iii) de bevoegdheid van de burgemeesters en gouverneurs om elk voor het eigen grondgebied, maatregelen te nemen met betrekking tot het gebruik van het COVID Safe Ticket voor de toegang tot massa-evenementen, proef- en pilootprojecten, die strenger zijn ten opzichte van de maatregelen genomen op grond van artikel 4, §1 van de wet van 14 augustus 2021 betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie nog steeds kan gebeuren op grond van en overeenkomstig de modaliteiten van artikel 13bis, §3 samenwerkingsakkoord. De hierboven beschreven bevoegdheid van de burgemeesters kan slechts worden uitgeoefend na</p>	<p>Ticket pour l'accès aux événements de masse et aux expériences et projets pilotes et discothèques et dancings, des mesures plus strictes que celles prises en vertu de l'article 4, §1 de la loi du 14 août 2021 relative aux mesures de police administrative en cas de situation d'urgence épidémique, reste inchangée lorsque et tant que la situation d'urgence épidémique est déclarée ; et</p> <p>(iii) le pouvoir des bourgmestres et gouverneurs, chacun pour son territoire, de prendre des mesures concernant l'utilisation du COVID Safe Ticket pour l'accès aux événements de masse, aux projets pilotes, qui sont plus strictes que celles prises sur base de l'article 4, §1 de la loi du 14 août relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique, peuvent encore être prises sur base et conformément aux modalités de l'article 13bis, §3 de l'accord de coopération. En ce qui concerne le pouvoir des bourgmestres décrit ci-dessus, il ne peut être exercé qu'après avoir recueilli l'avis des Gouverneurs, compétents sur leur territoire</p>	<p>Safe Ticket für den Zugang zu Massenveranstaltungen und Test- und Pilotprojekten, und Diskotheken und Tanzlokalen zu ergreifen oder beibehalten, die strenger sind als die Maßnahmen, die gemäß Artikel 4, §1 des Gesetzes vom 14. August 2021 über verwaltungspolizeiliche Maßnahmen in einer epidemischen Notsituation ergriffen werden, unverändert, wenn und solange der epidemische Notstand ausgerufen wird; und</p> <p>(iii) die Befugnis der Bürgermeister und Gouverneure, jeweils für ihr eigenes Gebiet Maßnahmen in Bezug auf die Verwendung des COVID Safe Ticket für den Zugang zu Massenveranstaltungen, Test- und Pilotprojekten zu ergreifen, die strenger sind als die Maßnahmen, die auf der Grundlage von Artikel 4, §1 des Gesetzes vom 14. August 2021 über verwaltungspolizeiliche Maßnahmen in einer epidemischen Notsituation ergriffen werden, kann weiterhin auf der Grundlage und in Übereinstimmung mit den Modalitäten von Artikel 13bis, §3 Zusammenarbeitsabkommens erfolgen. Die oben beschriebenen Zuständigkeiten der Bürgermeister können nur</p>
---	--	--

advies van de gouverneurs, die op hun grondgebied bevoegd zijn.		nach Beratung mit den Gouverneuren ausgeübt werden, die für ihr Gebiet zuständig sind.
Van zodra de epidemische noodsituatie wordt beëindigd conform de bepalingen van de wet van 14 augustus 2021 betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie, treden de bepalingen van de artikelen 2bis, §§1 en 2, 13ter weer in werking en zijn deze bepalingen weer ten volle van kracht.	Dès qu'il sera mis fin à la situation d'urgence épidémique conformément aux dispositions de la loi du 14 août 2021 relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique, les dispositions des articles 2bis, §§1 et 2, 13ter seront à nouveau en vigueur et ces dispositions seront à nouveau pleinement d'application.	Sobald die epidemische Notsituation nach den Bestimmungen des Gesetzes vom 14. August 2021 über verwaltungspolizeiliche Maßnahmen in einer epidemischen Notsituation beendet ist, treten die Bestimmungen der Artikel 2bis, §§1 und 2, 13ter wieder in Kraft und diese Bestimmungen sind wieder umfassend wirksam.
De bepalingen die betrekking hebben tot het gebruik van het COVID Safe Ticket voor de toegang tot massa-evenementen, proef-en pilootprojecten en discotheken en dancings, zoals voorzien in de decreten en ordonnances die op basis van de artikelen 2bis, §§ 1 en 2, 13bis en 13ter zijn uitgevaardigd door de gefedereerde entiteiten, treden weer in werking en zijn deze bepalingen weer ten volle van kracht, van zodra de epidemische noodsituatie wordt beëindigd.	Les dispositions relatives à l'utilisation du COVID Safe Ticket pour l'accès aux événements de masse, aux expériences et projets pilotes et aux discothèques et dancings, telles que prévues dans les décrets et ordonnances pris par les entités fédérées sur base des articles 2bis, §§ 1 et 2, 13bis et 13ter, seront à nouveau en vigueur et ces dispositions seront à nouveau pleinement d'application, dès qu'il sera mis fin à la situation d'urgence épidémique.	Die Bestimmungen über die Verwendung des COVID-Safe-Tickets für den Zugang zu Massenveranstaltungen, Test- und Pilotprojekten, Diskotheken und Tanzlokalen, wie sie in den von den föderierten Teilgebieten auf der Grundlage von Artikel 2bis, §§ 1 und 2, 13bis und 13ter erlassenen Dekreten und Ordonnanzen vorgesehen sind, treten wieder in Kraft, und diese Bestimmungen sind wieder umfassend anwendbar, sobald die epidemische Notsituation beendet wird.

Gedaan te Brussel, op 26 oktober 2021

Fait à Bruxelles, le 26 octobre 2021

Brüssel, den 26. Oktober 2021

in één origineel exemplaar.

en un exemplaire original.

in einer Originalausfertigung.

De Eerste Minister,

Le Premier Ministre,

Der Premierminister

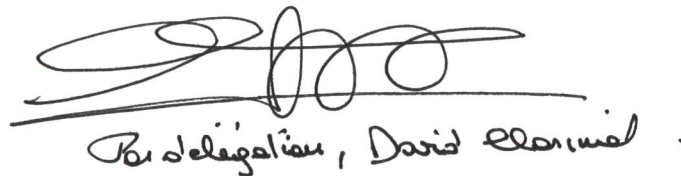


A. DE CROO

De vice-Eersteminister en
Minister van Buitenlandse
Zaken, Europese Zaken en
Buitenlandse Handel, en van de
Federale Culturele Instellingen

La Vice-Première Ministre et
Ministre des Affaires étrangères,
des Affaires européennes et du
Commerce extérieur, et des
Institutions culturelles fédérales

Der Vizepremierminister und
Minister für auswärtige
Angelegenheiten,
Europaangelegenheiten und
Außenwirtschaft und der
Kulturinstitutionen des Bundes

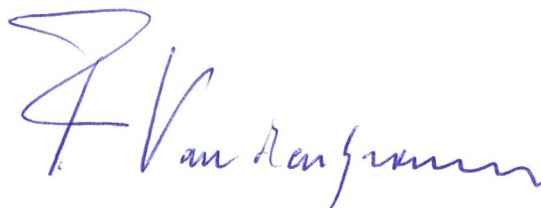


S. WILMES

De Vice-Eersteminister en
Minister van Sociale Zaken en
Volksgezondheid,

Le Vice-Premier Ministre et
Ministre des Affaires sociales et
de la Santé publique,

Der Vizepremierminister und
Minister der Sozialen
Angelegenheiten und der
Volksgesundheit



F. VANDENBROUCKE

Minister van Binnenlandse
Zaken, Institutionele
Hervormingen en Democratische
Vernieuwing

Ministre de l'Intérieur, des
Réformes institutionnelles et du
Renouveau démocratique

Innenminister, institutionelle
Reformen und demokratische
Erneuerung

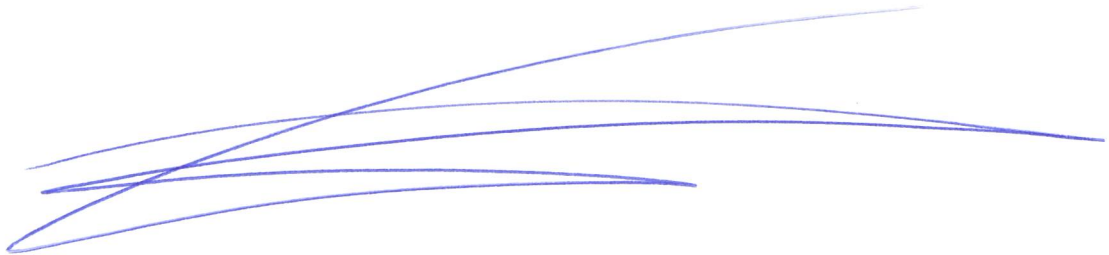


A. VERLINDEN

Staatssecretaris voor Asiel en
Migratie

Secrétaire d'État à l'Asile et la
Migration

Staatssekretär für Asyl und
Migration

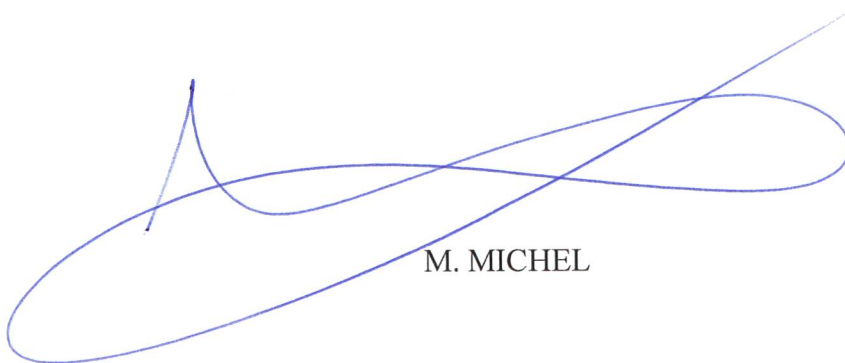


S. MAHDI

Staatssecretaris voor
Digitalisering

Secrétaire d'État à la
Digitalisation

Staatssekretär für Digitalisierung

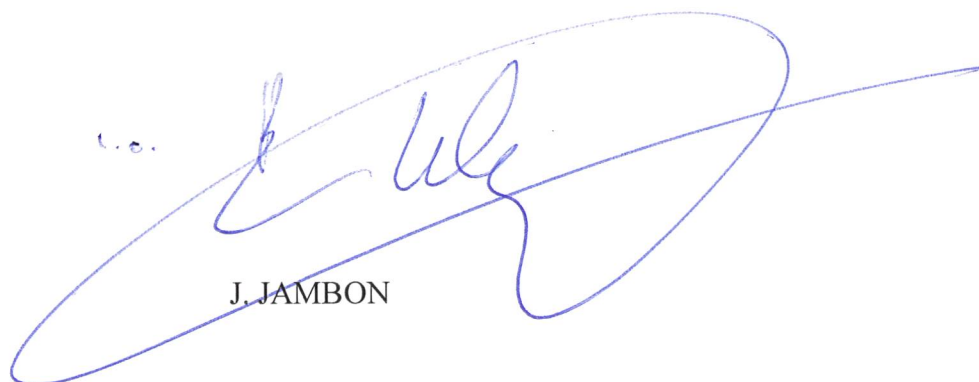


M. MICHEL

De Minister-President van de
Vlaamse Regering en Vlaams
Minister van Buitenlandse
Zaken, Cultuur, Digitalisatie en
Facilitair Management,

Le Ministre-Président du
Gouvernement flamand et
Ministre flamand de la Politique
extérieure, de la Culture, la
Digitalisation et les Services
généraux,

Der Ministerpräsident der
Flämischen Regierung und
Flämischer Minister der
Außenpolitik, der Kultur, die
Digitalisierung und der
Allgemeinen Dienste,

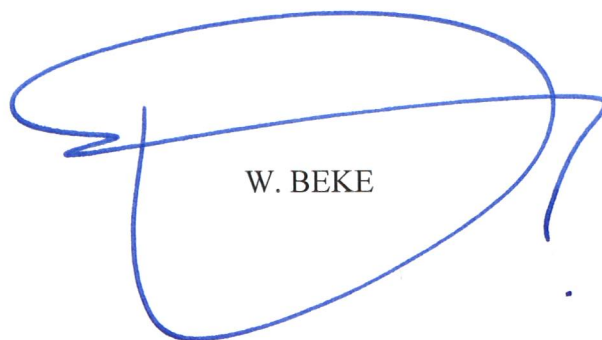


J. JAMBON

De Vlaams Minister van
Welzijn, Volksgezondheid,
Gezin en Armoedebestrijding,

Le Ministre flamand du Bien-Être,
de la Santé publique, de la Famille
et de la Lutte contre la Pauvreté,

Der Flämische Minister des
Wohlbefindens, der
Volksgesundheit, der Familie
und der Armutsbekämpfung,



W. BEKE

De Minister-President van de
Franse Gemeenschap,

Le Ministre-Président de la
Communauté française,

Der Ministerpräsident der
Französischen Gemeinschaft



P.Y. JEHOLET

De Vice-President en Minister
van Kind, Gezondheid, Cultuur,
Media en Vrouwenrechten,

La Vice-Présidente et Ministre de
l'Enfance, de la Santé, de la
Culture, des Médias et des Droits
des Femmes,

Die Vizepräsidentin und
Ministerin für
Kinderwohlfahrt, Gesundheit,
Kultur,
Medien und Frauenrechte,



B. LINARD

Minister voor Hoger Onderwijs,
Onderwijs voor Sociale
Promotie, Wetenschappelijk
Onderzoek, Universitaire
Ziekenhuizen, Jeugdzorg,
Justitiehuzen, Jeugd, Sport en
de Promotie van Brussel,

La Ministre de l'Enseignement
supérieur, de l'Enseignement de la
promotion sociale, de la
Recherche scientifique, des
Hôpitaux universitaires, de l'Aide
à la jeunesse, des Maisons de
justice, de la Jeunesse, des Sports
et de la Promotion de Bruxelles

Die Ministerin für
Hochschulwesen,
Weiterbildungsunterricht,
wissenschaftliche Forschung,
Universitätskrankenhäuser,
Jugendhilfe, Justizhäuser,
Jugend, Sport und die
Promotion von Brüssel



V. GLATIGNY

De Minister-President van de
Waalse Regering,

Le Ministre-Président du
Gouvernement wallon,

Der Ministerpräsident der
Wallonischen Regierung



E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en
Minister van Werk, Vorming,
Gezondheid, Sociale Actie,
Gelijke Kansen en
Vrouwenrechten van de Waalse
Regering,

La Vice-Présidente et Ministre de
l'Emploi, de la Formation, de la
Santé, de l'Action sociale, de
l'Egalité des chances et des Droits
des femmes du Gouvernement
wallon,

Die Vizepräsidentin und
Ministerin für Beschäftigung,
Ausbildung, Gesundheit,
Soziale Maßnahmen,
Chancengleichheit und
Frauenrechte der Wallonischen
Regierung

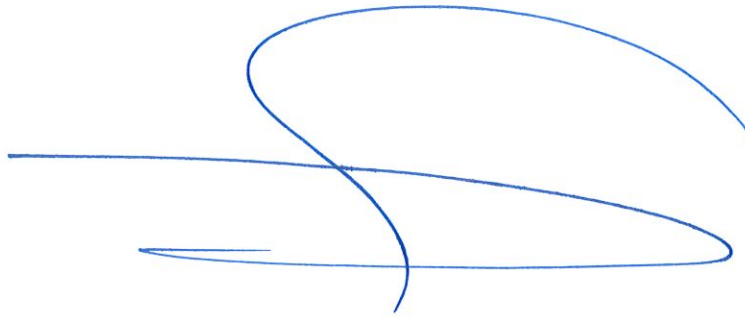


C. MORREALE

De Minister-President en
Minister van Lokale Besturen en
Financiën van de Duitstalige
Gemeenschap,

Le Ministre-Président et Ministre
des Pouvoirs locaux et des
Finances de la Communauté
germanophone,

Der Ministerpräsident und
Minister für lokale Behörden
und Finanzen der
Deutschsprachigen
Gemeinschaft

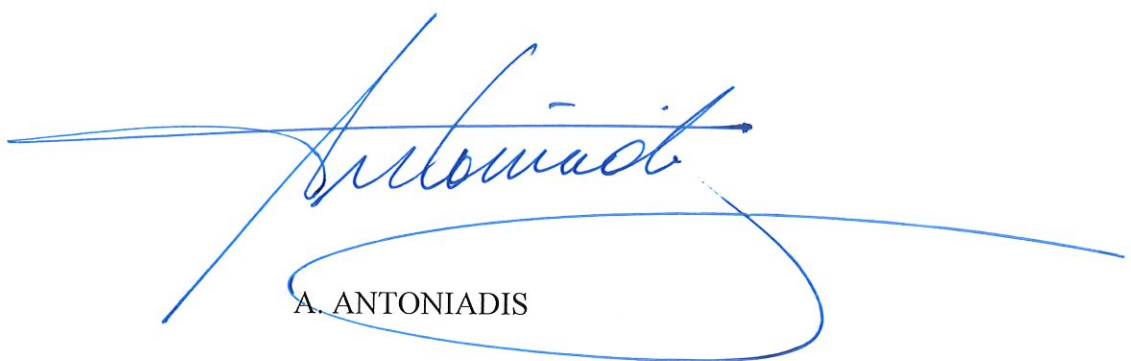


O. PAASCH

De Vice-Minister-President en
Minister van Gezondheid en
Sociale Aangelegenheden,
Ruimtelijke Ordening en
Huisvesting van de Regering van
de Duitstalige Gemeenschap,

Le Vice-Ministre-Président et
Ministre de la Santé et des Affaires
sociales, de l'Aménagement du
territoire et du Logement de la
Communauté germanophone,

Der Vize-Ministerpräsident,
Minister für Gesundheit und
Soziales, Raumordnung und
Wohnungswesen der
Deutschsprachigen
Gemeinschaft



A. ANTONIADIS

De Voorzitter van het Verenigd
College van de
Gemeenschappelijke
Gemeenschapscommissie,

Le Président du Collège réuni de
la Commission communautaire
commune,

Der Präsident des Vereinigten
Kollegiums der Gemeinsamen
Gemeinschaftskommission

R. VERVOORT

Het lid van het Verenigd College
van de Gemeenschappelijke
Gemeenschapscommissie, belast
met Gezondheid en Welzijn

Le membre du Collège réuni de la
Commission communautaire
commune, ayant la Santé et
l'Action sociale dans ses
attributions

Das Mitglied des Vereinigten
Kollegiums der Gemeinsamen
Gemeinschaftskommission,
zuständig für die Gesundheit
und die Soziale Aktion

A. MARON

Het lid van het Verenigd College
van de Gemeenschappelijke
Gemeenschapscommissie, belast
met Gezondheid en Welzijn

Le membre du Collège réuni de la
Commission communautaire
commune, ayant la Santé et
l'Action sociale dans ses
attributions

Das Mitglied des Vereinigten
Kollegiums der Gemeinsamen
Gemeinschaftskommission,
zuständig für die Gesundheit
und die Soziale Aktion

E. VAN DEN BRANDT

De Minister-President belast met
de promotie van de gezondheid

La Ministre-Présidente chargée de
la promotion de la santé

Die Ministerpräsidentin,
beauftragt mit der
Gesundheitsförderung


B. TRACHINE

De Minister, lid van het College
belast met Maatschappelijk
welzijn en Gezondheid

Le Ministre, membre du Collège
chargé de l'action sociale et de la
santé

Der Minister, Mitglied des
Kollegiums, beauftragt mit
Sozialen Maßnahmen und
Gesundheit


A. MARON